

2024

CHAPTER 16

CHAPITRE 16

**An Act to Amend the
Motor Vehicle Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les véhicules à moteur**

Assented to June 7, 2024

Sanctionnée le 7 juin 2024

His Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

1 Section 84 of the Motor Vehicle Act, chapter M-17 of the Revised Statutes, 1973, is amended

1 L'article 84 de la Loi sur les véhicules à moteur, chapitre M-17 des Lois révisées de 1973, est modifié

(a) in subsection (5.3) of the French version by striking out “d'une licence délivrée” and substituting “d'un permis de conduire valide délivré”;

a) au paragraphe (5.3) de la version française, par la suppression de « d'une licence délivrée » et son remplacement par « d'un permis de conduire valide délivré »;

(b) in paragraph (12)b) of the French version by striking out “recommencer au début de la première étape” and substituting “reprendre la première étape du début”;

b) à l'alinéa (12)b) de la version française, par la suppression de « recommencer au début de la première étape » et son remplacement par « reprendre la première étape du début »;

(c) by adding after subsection (12.01) the following:

c) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (12.01) :

84(12.02) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, if a person holds a learner's licence and the person's driving privilege is suspended by operation of section 310.06, the Registrar shall revoke any licence that is held by the person at the time of the suspension and suspend the person's driving privilege for a period expiring on the later of

84(12.02) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, si les droits de conducteur d'une personne titulaire d'un permis d'apprenti sont suspendus en vertu de l'article 310.06, le registraire retire tout permis dont elle est titulaire au moment de la suspension et suspend ses droits de conducteur pour une période se terminant à la plus tardive des dates suivantes :

(a) the expiration of any periods of revocation and suspension already imposed, and

a) la date d'expiration de toutes périodes de retrait et de suspension déjà imposées;

(b) the expiration of the period of suspension imposed under section 310.06.

84(12.03) A person whose licence, other than a learner's licence, is revoked under subsection (12.02) shall not be permitted to hold another licence until

(a) the applicable period referred to in subsection (12.02) has expired, and

(b) the person has paid the administrative penalty under paragraph 310.06(13)(d), (14)(d) or (15)(d), as the case may be, and has, subsequent to the revocation, successfully completed, and has paid the fee set by the Registrar for, the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health and assigned to the person by the Registrar.

84(12.04) A person whose learner's licence is revoked or whose driving privilege is suspended by operation of subsection (12.02) or section 310.06,

(a) shall, if again applying for a learner's licence, not be permitted to hold another learner's licence until the person has paid the administrative penalty under paragraph 310.06(13)(d), (14)(d) or (15)(d), as the case may be, and has successfully completed, and paid the fee set by the Registrar for, the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health and assigned to the person by the Registrar, and

(b) shall, if again holding a learner's licence, start anew at the beginning of stage one and fulfill all the requirements of this section before applying for a stage two learner's licence and before applying for another driver's licence in accordance with subsection (8).

(d) in subsection (12.1) by striking out "paragraph (12)(a) or subsection (12.01)" and substituting "paragraph (12)(a) or subsection (12.01), (12.03) or (12.04)";

(e) in subsection (13) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "subsection (12)" and substituting "subsection (12) or (12.04)".

b) la date d'expiration de la période de suspension imposée en application de l'article 310.06.

84(12.03) La personne dont le permis, autre qu'un permis d'apprenti, est retiré en application du paragraphe (12.02) ne peut être autorisée à être titulaire d'un autre permis :

a) d'une part, jusqu'à l'expiration de la période applicable visée au paragraphe (12.02);

b) d'autre part, jusqu'à ce qu'elle ait payé la pénalité administrative prévue à l'alinéa 310.06(13)d, (14)d ou (15)d, selon le cas, qu'elle ait réussi, après le retrait de son permis, le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies, approuvé par le ministre de la Santé, qui lui a été assigné par le registraire et qu'elle ait versé les droits afférents au cours que fixe ce dernier.

84(12.04) La personne dont le permis d'apprenti est retiré ou dont les droits de conducteur sont suspendus en application du paragraphe (12.02) ou en vertu de l'article 310.06 :

a) ne peut, si elle demande de nouveau un permis d'apprenti, être autorisée à être titulaire d'un autre permis d'apprenti jusqu'à ce qu'elle ait payé la pénalité administrative prévue à l'alinéa 310.06(13)d, (14)d ou (15)d, selon le cas, et qu'elle ait réussi le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies, approuvé par le ministre de la Santé, qui lui a été assigné par le registraire et qu'elle ait versé les droits afférents au cours que fixe ce dernier;

b) est tenue, si elle est de nouveau titulaire d'un permis d'apprenti, de reprendre la première étape du début et de satisfaire à toutes les exigences du présent article avant de faire la demande d'un permis d'apprenti de la deuxième étape et avant de faire la demande d'un autre permis de conducteur conformément au paragraphe (8).

d) au paragraphe (12.1), par la suppression de « en vertu de l'alinéa (12)a ou du paragraphe (12.01) » et son remplacement par « en application de l'alinéa (12)a ou du paragraphe (12.01), (12.03) ou (12.04) »;

e) au paragraphe (13), au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « qui recommence en vertu du paragraphe (12) » et son remplacement

2 Section 84.11 of the Act is amended

(a) *in paragraph (3)(d) of the English version by striking out “his or her blood” and substituting “the novice motorcycle driver’s blood”;*

(b) *by adding after subsection (11) the following:*

84.11(11.1) Despite any other provision of this Act or the regulations, if a person holds a motorcycle learner’s licence and the person’s driving privilege is suspended by operation of section 310.06, the Registrar shall revoke any licence that is held by the person at the time of the suspension and suspend the person’s driving privilege for a period expiring on the later of

- (a) the expiration of any periods of revocation and suspension already imposed, and
- (b) the expiration of the period of suspension imposed under section 310.06.

84.11(11.2) A person whose licence, other than a motorcycle learner’s licence, is revoked under subsection (11.1) shall not be permitted to hold another licence until the applicable period referred to in that subsection has expired and the person has

- (a) paid the administrative penalty under paragraph 310.06(13)(d), (14)(d) or (15)(d), as the case may be,
- (b) successfully completed, after the revocation, the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health,
- (c) paid the fee set by the Registrar for the course, and
- (d) fulfilled the requirements of this section.

84.11(11.3) The Registrar shall not issue a new motorcycle learner’s licence to a person whose licence has been revoked or whose driving privilege has been suspended under subsection (11.1) or section 310.06 unless the applicable period referred to in subsection (11.1) or section 310.06, as the case may be, has expired and the person has

par « qui reprend la première étape du début selon ce que prévoit le paragraphe (12) ou (12.04) ».

2 L’article 84.11 de la Loi est modifié

a) *à l’alinéa (3)(d) de la version anglaise, par la suppression de « his or her blood » et son remplacement par « the novice motorcycle driver’s blood »;*

b) *par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (11) :*

84.11(11.1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, si les droits de conducteur d’une personne titulaire d’un permis d’apprenti pour motocyclette sont suspendus en vertu de l’article 310.06, le registraire retire tout permis dont elle est titulaire au moment de la suspension et suspend ses droits de conducteur pour une période se terminant à la plus tardive des dates suivantes :

- a) la date d’expiration de toutes périodes de retrait et de suspension déjà imposées;
- b) la date d’expiration de la période de suspension imposée en application de l’article 310.06.

84.11(11.2) La personne dont le permis, autre qu’un permis d’apprenti pour motocyclette, est retiré en application du paragraphe (11.1) ne peut être autorisée à être titulaire d’un autre permis que si la période applicable visée à ce paragraphe a expiré et qu’elle a, à la fois :

- a) payé la pénalité administrative prévue à l’alinéa 310.06(13)d), (14)d) ou (15)d), selon le cas;
- b) réussi, après ce retrait, le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies approuvé par le ministre de la Santé;
- c) versé les droits afférents au cours que fixe le registraire;
- d) satisfait aux exigences que prévoit le présent article.

84.11(11.3) Le registraire ne peut délivrer de nouveau un permis d’apprenti pour motocyclette à la personne dont le permis a été retiré ou dont les droits de conducteur ont été suspendus en application du paragraphe (11.1) ou en vertu de l’article 310.06 que si la période applicable visée à ce paragraphe ou à cet article, selon le cas, a expiré et que cette personne a, à la fois :

(a) paid the administrative penalty under paragraph 310.06(13)(d), (14)(d) or (15)(d), as the case may be,

(b) successfully completed, after the revocation or suspension, the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health,

(c) paid the fee set by the Registrar for the course, and

(d) fulfilled the requirements of this section.

(c) in subsection (12) by striking out “paragraph (9)(b) or subsection (10)” and substituting “paragraph (9)(b), subsection (10) or paragraph (11.2)(c) or (11.3)(c)”;

(d) in subsection (13) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “subsection (9) or (11)” and substituting “subsection (9), (11) or (11.3)”.

3 *The heading “Record of convictions and assessment of points” preceding section 297 of the Act is repealed and the following is substituted:*

Keeping of records and assessment of points

4 Section 297 of the Act is amended

(a) in subsection (1)

(i) in paragraph (c) by striking out “convictions and orders” and substituting “convictions, orders directing discharge and administrative sanctions”;

(ii) in paragraph (d) of the English version by striking out “orders” and substituting “orders directing discharge”;

(b) by repealing subsection (1.1) and substituting the following:

297(1.1) The Registrar shall keep the following records for a period of ten years in respect of each driver and each non-resident driver:

a) payé la pénalité administrative prévue à l’alinéa 310.06(13)d), (14)d) ou (15)d), selon le cas;

b) réussi, après ce retrait ou cette suspension, le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies approuvé par le ministre de la Santé;

c) versé les droits afférents au cours que fixe le registraire;

d) satisfait aux exigences que prévoit le présent article.

c) au paragraphe (12), par la suppression de « en application de l’alinéa (9)b) ou du paragraphe (10) » et son remplacement par « selon ce que prévoit l’alinéa (9)b), le paragraphe (10) ou l’alinéa (11.2)c) ou (11.3)c) »;

d) au paragraphe (13), au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « paragraphe (9) ou (11) » et son remplacement par « paragraphe (9), (11) ou (11.3) ».

3 *La rubrique « Dossier des déclarations de culpabilité et enlèvement des points » qui précède l’article 297 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

Tenue des dossiers et enlèvement des points

4 L’article 297 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1),

(i) à l’alinéa c), par la suppression de « déclarations de culpabilité et absolutions conditionnelles » et son remplacement par « déclarations de culpabilité, absolutions conditionnelles et sanctions administratives »;

(ii) à l’alinéa (d) de la version anglaise, par la suppression de « orders » et son remplacement par « orders directing discharge »;

b) par l’abrogation du paragraphe (1.1) et son remplacement par ce qui suit :

297(1.1) Le registraire conserve pendant une période de dix ans les dossiers qui suivent pour chaque conducteur et chaque conducteur non-résident :

(a) written statements of suspension and revocation provided to the person under section 310.01, 310.02 or 310.021;

(b) convictions entered against the person for an offence under section 253 or 254 of the *Criminal Code* (Canada), as those sections read before the date that sections 320.14 and 320.15 of the *Criminal Code* (Canada) came into force;

(c) convictions entered against the person for an offence under subsection 320.14(1), 320.14(4) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada); and

(d) orders of suspensions served on the person under section 310.04 or 310.06.

(c) *in subsection (2)*

(i) *in the portion preceding paragraph a) of the French version by striking out “pour chaque déclaration de culpabilité ou chaque absolution conditionnelle” and substituting “pour chaque déclaration de culpabilité, chaque ordre de suspension ou chaque absolution conditionnelle”;*

(ii) *by adding after paragraph (d.4) the following:*

(d.5) upon an order of suspension under section 310.06, 10 points;

5 *Subsection 300(1) of the Act is amended by striking out “Subject to subsections (1.1), (2) and (2.1)” and substituting “Subject to subsections (1.1), (2) and (2.1) and section 310.06”.*

6 *Section 301 of the Act is amended*

(a) *by repealing subsection (1) and substituting the following:*

301(1) On application, the Registrar shall issue a licence that is, subject to section 304, probationary

(a) subject to subsection 310.13(4), to a person who is registered in the alcohol ignition interlock device program established under section 310.12, if, after service of the order of suspension or entry of the conviction that led to the registration, the person

a) les notes écrites de retrait et de suspension qui lui sont remises en application de l’article 310.01, 310.02 ou 310.021;

b) les déclarations de culpabilité prononcées contre lui pour une infraction à l’article 253 ou 254 du *Code criminel* (Canada), dans sa version antérieure à la date d’entrée en vigueur des articles 320.14 et 320.15 de celui-ci;

c) les déclarations de culpabilité prononcées contre lui pour une infraction au paragraphe 320.14(1), 320.14(4) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada);

d) les ordres de suspension qui lui sont signifiés en application de l’article 310.04 ou en vertu de l’article 310.06.

c) *au paragraphe (2),*

(i) *au passage qui précède l’alinéa a) de la version française, par la suppression de « pour chaque déclaration de culpabilité ou chaque absolution conditionnelle » et son remplacement par « pour chaque déclaration de culpabilité, chaque ordre de suspension ou chaque absolution conditionnelle »;*

(ii) *par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa d.4) :*

d.5) dans le cas d’un ordre de suspension visé à l’article 310.06, 10 points;

5 *Le paragraphe 300(1) de la Loi est modifié par la suppression de « Sous réserve des paragraphes (1.1), (2) et (2.1) » et son remplacement par « Sous réserve des paragraphes (1.1), (2) et (2.1) et de l’article 310.06 ».*

6 *L’article 301 de la Loi est modifié*

a) *par l’abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit :*

301(1) Sur demande, le registraire délivre aux personnes qui suivent un permis qui, sous réserve de l’article 304, est probatoire :

a) sous réserve du paragraphe 310.13(4), celle inscrite au programme d’utilisation d’antidémarrateurs avec éthylomètre établi par l’article 310.12 si, depuis l’ordre de suspension ou la déclaration de culpabilité qui a donné lieu à son inscription :

- (i) has not been subject to any subsequent order of suspension under section 310.06, and
- (ii) has had no subsequent convictions entered against them,
- (b) subject to paragraph (c), to a person when the period of suspension of the person's driving privilege imposed under paragraph 300(1)(a), (b) or (b.1), subsection 302(1), (2), (2.1), (2.2), (3) or (4), section 302.1, subsection 310.06(13), (14) or (15), 310.18(2) or 310.18.1(2) or section 310.18.2 has elapsed, if the driving privilege that was suspended is reinstated, and, after service of the order of suspension or entry of the conviction that led to the suspension, the person
- (i) has not been subject to any subsequent order of suspension under section 310.06, and
- (ii) has had no subsequent convictions entered against them, and
- (c) to a person when the period of suspension of the person's driving privilege has been extended under subparagraph 310.18.4(3)(b)(ii) or (3.1)(b)(ii), at the expiry of that period, if, after service of the order of suspension or entry of the conviction that led to the suspension, the person
- (i) has not been subject to any subsequent order of suspension under section 310.06, and
- (ii) has had no subsequent convictions entered against them.
- (b) in subsection (2)**
- (i) in paragraph (a)**
- (A) in the portion preceding subparagraph (i) of the English version by striking out "him or her" and substituting "the resident";**
- (B) in subparagraph (i) of the French version by striking out "il a terminé" and substituting "il a suivi";**
- (ii) in paragraph (a.1) of the English version by striking out "him or her" and "the Registrar, and" and substituting "the resident" and "the Registrar," respectively;**
- (i) elle n'a pas fait l'objet d'un ordre de suspension visé à l'article 310.06,
- (ii) aucune déclaration de culpabilité n'a été prononcée contre elle;
- b) sous réserve de l'alinéa c), celle dont la période de suspension des droits de conducteur imposée en application de l'alinéa 300(1)a, b) ou b.1), du paragraphe 302(1), (2), (2.1), (2.2), (3) ou (4), de l'article 302.1, du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), 310.18(2) ou 310.18.1(2) ou de l'article 310.18.2 a expiré, si les droits de conducteur qui étaient suspendus sont rétablis et que, depuis la signification de l'ordre de suspension ou le prononcé de la déclaration de culpabilité qui a donné lieu à la suspension :
- (i) elle n'a pas fait l'objet d'un ordre de suspension visé à l'article 310.06,
- (ii) aucune déclaration de culpabilité n'a été prononcée contre elle;
- c) celle dont la période de suspension des droits de conducteur a été prolongée en vertu du sous-alinéa 310.18.4(3)b(ii) ou (3.1)b(ii), à l'expiration de cette période, si, depuis la signification de l'ordre de suspension ou le prononcé de la déclaration de culpabilité qui a donné lieu à la suspension :
- (i) elle n'a pas fait l'objet d'un ordre de suspension visé à l'article 310.06,
- (ii) aucune déclaration de culpabilité n'a été prononcée contre elle.
- b) au paragraphe (2),**
- (i) à l'alinéa a),**
- (A) au passage qui précède le sous-alinéa (i) de la version anglaise, par la suppression de « him or her » et son remplacement par « the resident »;**
- (B) au sous-alinéa (i) de la version française, par la suppression de « il a terminé » et son remplacement par « il a suivi »;**
- (ii) à l'alinéa (a.1) de la version anglaise, par la suppression de « him or her » et de « the Registrar, and » et leur remplacement par « the resident » et « the Registrar, », respectivement;**

(iii) by adding after paragraph (a.1) the following:

(a.2) with respect to the suspension of the resident's driving privilege under section 310.06, until the resident

(i) subject to section 310.18, has completed the alcohol ignition interlock device program referred to in section 310.12,

(ii) has successfully completed the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health and assigned to the person by the Registrar, and

(iii) has paid the administrative penalty under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be,

(a.3) with respect to the suspension of the resident's driving privilege under paragraph 310.01(4)(a) or (b), until the resident has paid the administrative penalty under section 310.011, and

(iv) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) with respect to the suspension of the resident's driving privilege under paragraph 310.01(4)(c), until the resident

(i) has successfully completed the impaired driver re-education course approved by the Minister of Health and assigned to the person by the Registrar, and

(ii) has paid the administrative penalty under section 310.011.

7 Section 302 of the Act is amended

(a) in subsection (2) of the English version

(i) in paragraph (a) by striking out "his or her driving privilege" and substituting "the person's driving privilege";

(ii) in paragraph (b) by striking out "his or her driving privilege" and substituting "the person's driving privilege";

(iii) par l'adjonction de ce qui suit après l'alinéa a.1) :

a.2) s'agissant de la suspension de ses droits de conducteur en vertu de l'article 310.06, que s'il a satisfait aux conditions suivantes :

(i) sous réserve de l'article 310.18, il a suivi le programme d'utilisation d'antidémarrage avec éthylomètre établi par l'article 310.12,

(ii) il a réussi le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies, approuvé par le ministre de la Santé, que le registraire lui a assigné,

(iii) il a payé la pénalité administrative prévue au paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas;

a.3) s'agissant de la suspension de ses droits de conducteur en application de l'alinéa 310.01(4)a) ou b), que s'il a payé la pénalité administrative en application de l'article 310.011;

(iv) par l'abrogation de l'alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

b) s'agissant de la suspension de ses droits de conducteur en application de l'alinéa 310.01(4)c), que s'il a satisfait aux conditions suivantes :

(i) il a réussi le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies, approuvé par le ministre de la Santé, que le registraire lui a assigné,

(ii) il a payé la pénalité administrative en application de l'article 310.011.

7 L'article 302 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (2) de la version anglaise,

(i) à l'alinéa (a), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person's driving privilege »;

(ii) à l'alinéa (b), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person's driving privilege »;

- (iii) *in paragraph (c) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (b) *in subsection (2.1) of the English version*
- (i) *in paragraph (a) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (ii) *in paragraph (b) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (iii) *in paragraph (c) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (iv) *in the portion following paragraph (c) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (c) *in subsection (2.2) of the English version*
- (i) *in paragraph (a) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (ii) *in paragraph (b) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (iii) *in paragraph (c) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (iv) *in the portion following paragraph (c) by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;*
- (d) *in subsection (3)*
- (i) *in paragraph (a) by striking out “his driving privilege suspended under subsection 298(4) or 300(1), or his driving privilege has been suspended under section 298.1 or subsection 300(1)” and substituting “that person’s driving privilege has been suspended under subsection 298(4) or 300(1) or section 310.06, or that person’s driving privilege has been suspended under section 298.1, subsection 300(1) or section 310.06”;*
- (iii) *à l’alinéa (c), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- b) *au paragraphe (2.1) de la version anglaise,*
- (i) *à l’alinéa (a), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (ii) *à l’alinéa (b), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (iii) *à l’alinéa (c), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (iv) *au passage qui suit l’alinéa (c), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- c) *au paragraphe (2.2) de la version anglaise,*
- (i) *à l’alinéa (a), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (ii) *à l’alinéa (b), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (iii) *à l’alinéa (c), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- (iv) *au passage qui suit l’alinéa (c), par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;*
- d) *au paragraphe (3),*
- (i) *à l’alinéa a), par la suppression de « du paragraphe 298(4) ou 300(1) ou que ses mêmes droits ont été suspendus en application de l’article 298.1 ou 300(1) » et son remplacement par « du paragraphe 298(4) ou 300(1) ou en vertu de l’article 310.06 ou que ceux-ci ont été suspendus en application de l’article 298.1 ou du paragraphe 300(1) ou en vertu de l’article 310.06 »;*

(ii) *in the portion following paragraph (c) of the English version by striking out “revoke his licence and suspend his driving privilege, or, if he does not hold a licence, suspend his driving privilege” and substituting “revoke the person’s licence and suspend the person’s driving privilege, or, if the person does not hold a licence, suspend the person’s driving privilege”;*

(e) *in subsection (5) of the English version by striking out “his driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”.*

8 Section 304 of the Act is repealed and the following is substituted:

304 Despite section 303, when a person is the holder of a licence issued under section 301, without, for the periods referred to below, being subject to an order of suspension under section 310.06 or being convicted of an offence under this Act or the regulations, or a local by-law or the *Criminal Code* (Canada), involving the use of a motor vehicle, or under subsection 4(1) or (2) or 7(5) or (6) of the *Transportation of Dangerous Goods Act*, the licence of that person is no longer probationary, that person shall no longer be considered, for the purposes of this Act, as the holder of a licence issued under section 301 and all points assessed against that person for previous orders of suspension under section 310.06 and for previous convictions shall be removed from that person’s record:

(a) with respect to a participant in the alcohol ignition interlock device program established under section 310.12, for a period of one year or for the duration of the program, whichever is longer; and

(b) with respect to any other person, for a period of one year.

9 The heading “Agreements respecting records of convictions outside Province” preceding section 307.1 of the Act is repealed and the following is substituted:

Agreements respecting records of convictions and of administrative sanctions outside Province

10 Section 307.1 of the Act is amended

(ii) *au passage qui suit l’alinéa (c) de la version anglaise, par la suppression de « revoke his licence and suspend his driving privilege, or, if he does not hold a licence, suspend his driving privilege » et son remplacement par « revoke the person’s licence and suspend the person’s driving privilege, or, if the person does not hold a licence, suspend the person’s driving privilege »;*

e) *au paragraphe (5) de la version anglaise, par la suppression de « his driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege ».*

8 L’article 304 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

304 Par dérogation à l’article 303, si la personne titulaire d’un permis délivré en application de l’article 301 n’a, pendant la période ci-dessous établie qui s’applique, ni fait l’objet d’un ordre de suspension visé à l’article 310.06 ni été déclarée coupable d’une infraction à la présente loi ou à ses règlements, à un arrêté local ou au *Code criminel* (Canada) relativement à l’utilisation d’un véhicule à moteur ou d’une infraction au paragraphe 4(1) ou (2) ou 7(5) ou (6) de la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*, son permis cesse d’être probatoire et, aux fins d’application de la présente loi, elle n’est plus considérée comme étant le titulaire d’un permis délivré en application de l’article 301 et tous les points qui ont été enlevés de son dossier en raison de tels ordres de suspension antérieurs et de telles déclarations de culpabilité antérieures lui sont rendus :

a) s’agissant d’une personne participant au programme d’utilisation d’antidémarrateurs avec éthylomètre établi par l’article 310.12, une période d’un an ou toute la durée du programme, la période la plus longue étant à retenir;

b) s’agissant de toute autre personne, une période d’un an.

9 La rubrique « Accord relatif aux dossiers des déclarations de culpabilité hors de la province » qui précède l’article 307.1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Accords relatifs aux dossiers des déclarations de culpabilité prononcées et des sanctions administratives infligées hors de la province

10 L’article 307.1 de la Loi est modifié

(a) by repealing subsection (1) and substituting the following:

307.1(1) The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may enter into an agreement with another province or a territory of Canada, with a State of the United States of America or with another country to provide and receive records of

- (a) the convictions of a driver or non-resident driver of offences under the *Criminal Code* (Canada) involving the use of a motor vehicle,
- (b) the orders directing discharge of a driver or non-resident driver under subsection 255(5) of the *Criminal Code* (Canada), as that subsection read before the date that subsection 320.23(1) of the *Criminal Code* (Canada) came into force,
- (c) the convictions of a driver or non-resident driver of offences under a provincial statute or territorial ordinance involving the use of a motor vehicle,
- (d) the convictions of a driver or non-resident driver of criminal or civil offences involving the use of a motor vehicle other than the convictions referred to in paragraphs (a) and (c), and
- (e) the administrative sanctions imposed on a driver or non-resident driver relating to the use of a motor vehicle.

(b) by adding after subsection (5) the following:

307.1(5.1) Where, pursuant to an agreement entered into under subsection (1), the Registrar receives a record of an administrative sanction referred to in paragraph (1)(e) from another province or a territory of Canada, the Registrar shall assess points against the driver or non-resident driver under subsection 297(2) as if the administrative sanction had been imposed on the driver or non-resident driver in the Province.

(c) by adding after subsection (6) the following:

307.1(7) Where the Registrar receives a record referred to in subsection (5.1) from another province or a ter-

a) par l'abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit :

307.1(1) Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le Ministre peut conclure un accord avec une autre province ou un territoire du Canada, avec un État des États-Unis d'Amérique ou avec un autre pays prévoyant l'échange de dossiers relatifs à ce qui suit :

- a) les déclarations de culpabilité d'un conducteur ou d'un conducteur non-résident pour des infractions prévues au *Code criminel* (Canada) concernant l'utilisation d'un véhicule à moteur;
- b) les absolutions conditionnelles d'un conducteur ou d'un conducteur non-résident prévues au paragraphe 255(5) du *Code criminel* (Canada), dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 320.23(1) de celui-ci;
- c) les déclarations de culpabilité d'un conducteur ou d'un conducteur non-résident pour des infractions prévues dans une loi provinciale ou une ordonnance territoriale concernant l'utilisation d'un véhicule à moteur;
- d) les déclarations de culpabilité d'un conducteur ou d'un conducteur non-résident pour des infractions criminelles ou civiles concernant l'utilisation d'un véhicule à moteur autres que les déclarations de culpabilité visées aux alinéas a) et c);
- e) les sanctions administratives infligées à un conducteur ou à un conducteur non-résident concernant l'utilisation d'une véhicule à moteur.

b) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (5) :

307.1(5.1) Lorsque, au titre d'un accord conclu en vertu du paragraphe (1), le registraire reçoit le dossier d'une sanction administrative visée à l'alinéa (1)e) de la part d'une autre province ou d'un territoire du Canada, il enlève des points au conducteur ou au conducteur non-résident en application du paragraphe 297(2) comme si la sanction lui avait été infligée dans la province.

c) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (6) :

307.1(7) Lorsque le registraire reçoit un dossier visé au paragraphe (5.1) de la part d'une autre province ou

ritory of Canada and the driver or non-resident driver is a person whose driving privilege has been suspended under section 310.06, paragraphs 310.06(14)(b) and (c) and (15)(b) and (c) apply as if the administrative sanction in respect of which the record was received had been imposed on the driver or non-resident driver in New Brunswick to the extent that the administrative sanction was imposed on the driver or non-resident driver by that other province or that territory under a provision of a statute of that other province or under a provision of an ordinance of that territory, as the case may be, that, in the opinion of the Registrar, is equivalent in substance and effect to section 310.06.

11 Section 310.01 of the Act is amended

(a) in subsection (1) by striking out “the peace officer may request the person to surrender the person’s licence” and substituting “the peace officer shall request the person to surrender the person’s licence”;

(b) in subsection (2) by striking out “a peace officer may request the person to surrender the person’s licence” and substituting “the peace officer shall request the person to surrender the person’s licence”;

(c) in subsection (2.1) by striking out “a peace officer may request the person to surrender the person’s licence” and substituting “the peace officer shall request the person to surrender the person’s licence”;

(d) in subsection (3) by striking out “a peace officer may request the person to surrender his licence” and substituting “a peace officer shall request the person to surrender the person’s licence”;

(e) in subsection (4) of the English version

(i) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “his or her licence to the peace officer and, whether or not the person is unable or fails to surrender his or her licence, his or her licence” and substituting “the person’s licence to the peace officer and, whether or not the person is unable or fails to surrender the person’s licence, the person’s licence”;

d’un territoire du Canada et que le conducteur ou le conducteur non-résident est une personne dont les droits de conducteur ont été suspendus en vertu de l’article 310.06, les alinéas 310.06(14)b) et c) et (15)b) et c) s’appliquent comme si la sanction administrative objet du dossier reçu lui avait été infligée au Nouveau-Brunswick dans la mesure où l’autre province ou le territoire la lui a infligée selon ce que prévoit une disposition d’une loi de celle-ci ou une disposition d’une ordonnance émanant de celui-ci, selon le cas, qui est, de l’avis du registraire, équivalente en substance et par son effet à l’article 310.06.

11 L’article 310.01 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), par la suppression de « l’agent de la paix peut exiger qu’elle lui remette son permis » et son remplacement par « l’agent de la paix exige qu’elle lui remette son permis »;

b) au paragraphe (2), par la suppression de « un agent de la paix peut exiger que la personne lui remette son permis » et son remplacement par « l’agent de la paix exige qu’elle lui remette son permis »;

c) au paragraphe (2.1), par la suppression de « l’agent de la paix peut exiger que la personne lui remette son permis » et son remplacement par « l’agent de la paix exige qu’elle lui remette son permis »;

d) au paragraphe (3), par la suppression de « un agent de la paix peut exiger que la personne lui remette son permis » et son remplacement par « un agent de la paix exige qu’elle lui remette son permis »;

e) au paragraphe (4) de la version anglaise,

(i) au passage qui précède l’alinéa (a), par la suppression de « his or her licence to the peace officer and, whether or not the person is unable or fails to surrender his or her licence, his or her licence » et son remplacement par « the person’s licence to the peace officer and, whether or not the person is unable or fails to surrender the person’s licence, the person’s licence »;

- (ii) *in paragraph (d) by striking out “suspension of his or her driving privilege” and substituting “suspension of the novice driver’s driving privilege”;*
- (iii) *in paragraph (e) by striking out “suspension of his or her driving privilege” and substituting “suspension of the novice motorcycle driver’s driving privilege”;*
- (f) *in paragraph (6)(b) of the English version by striking out “his or her right to a second analysis before revoking the person’s driver’s licence and suspending his or her driving privilege” and substituting “the person’s right to a second analysis before revoking the person’s driver’s licence and suspending the person’s driving privilege”;*
- (g) *in paragraph (10)(b) of the English version by striking out “his licence is revoked and privilege suspended” and substituting “the person’s licence is revoked and privilege suspended”;*
- (h) *in subsection (11) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “the peace officer may detain the motor vehicle and the vehicle shall be impounded” and substituting “the peace officer shall detain the motor vehicle and the vehicle shall be impounded”;*
- (i) *in subsection (14) of the English version*
- (i) *in the portion preceding paragraph (a) by striking out “his or her licence” and substituting “the person’s licence”;*
- (ii) *in paragraph (d) by striking out “surrendering his or her licence if it has not been previously surrendered, unless he or she certifies” and substituting “surrendering the person’s licence if it has not been previously surrendered, unless the person certifies”;*
- (j) *in subsection (17) of the English version by striking out “he or she wishes” and substituting “the person wishes”;*
- (k) *in paragraph (21)(a) of the English version by striking out “the person was advised of his or her right” and substituting “the person was advised of the person’s right”;*
- (l) *in subsection (22)*
- (ii) *à l’alinéa (d), par la suppression de « suspension of his or her driving privilege » et son remplacement par « suspension of the novice driver’s driving privilege »;*
- (iii) *à l’alinéa (e), par la suppression de « suspension of his or her driving privilege » et son remplacement par « suspension of the novice motorcycle driver’s driving privilege »;*
- f) *à l’alinéa (6)(b) de la version anglaise, par la suppression de « his or her right to a second analysis before revoking the person’s driver’s licence and suspending his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s right to a second analysis before revoking the person’s driver’s licence and suspending the person’s driving privilege »;*
- g) *à l’alinéa (10)(b) de la version anglaise, par la suppression de « his licence is revoked and privilege suspended » et son remplacement par « the person’s licence is revoked and privilege suspended »;*
- h) *au paragraphe (11), au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « l’agent de la paix peut détenir le véhicule à moteur et le faire mettre en fourrière » et son remplacement par « l’agent de la paix détient le véhicule à moteur et le fait mettre en fourrière »;*
- i) *au paragraphe (14) de la version anglaise,*
- (i) *au passage qui précède l’alinéa (a), par la suppression de « his or her licence » et son remplacement par « the person’s licence »;*
- (ii) *à l’alinéa (d), par la suppression de « surrendering his or her licence if it has not been previously surrendered, unless he or she certifies » et son remplacement par « surrendering the person’s licence if it has not been previously surrendered, unless the person certifies »;*
- j) *au paragraphe (17) de la version anglaise, par la suppression de « he or she wishes » et son remplacement par « the person wishes »;*
- k) *à l’alinéa (21)(a) de la version anglaise, par la suppression de « the person was advised of his or her right » et son remplacement par « the person was advised of the person’s right »;*
- l) *au paragraphe (22),*

(i) *in the portion preceding paragraph (a) by striking out “return any licence surrendered and direct that the fees paid for the application for review be refunded” and substituting “return any licence surrendered and direct that any administrative penalty paid under section 310.011 and the fees paid for the application for review be refunded”;*

(ii) *in paragraph (a) of the English version by striking out “the person was not advised of his or her right to request” and substituting “the person was not advised of the person’s right to request”;*

(m) *in subsection (22.1) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “return any licence surrendered and direct that the fees paid for the application for review be refunded” and substituting “return any licence surrendered and direct that any administrative penalty paid under section 310.011 and the fees paid for the application for review be refunded”;*

(n) *in subsection (25) of the English version by striking out “his or her last known address” and substituting “the applicant’s last known address”.*

12 *The Act is amended by adding after section 310.01 the following:*

Administrative penalties – revocation and suspension under section 310.01

310.011(1) A person is liable to pay an administrative penalty in the amount prescribed in the regulations if the person’s licence is revoked and the person’s driving privilege is suspended under paragraph 310.01(4)(a), (b) or (c), as the case may be.

310.011(2) The Lieutenant-Governor in Council may make regulations prescribing the amount of an administrative penalty under subsection (1), which amount may vary depending on whether the revocation and suspension is under paragraph 310.01(4)(a), (b) or (c).

13 *Section 310.03 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out “section 310.02 or 310.04” and substituting “section 310.02, 310.04 or 310.06”.*

(i) *au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « restitué tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement des droits payés afférents à la demande de révision » et son remplacement par « restitué tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement de toute pénalité administrative payée en application de l’article 310.011 ainsi que des droits payés afférents à la demande de révision »;*

(ii) *à l’alinéa (a) de la version anglaise, par la suppression de « the person was not advised of his or her right to request » et son remplacement par « the person was not advised of the person’s right to request »;*

(m) *au paragraphe (22.1), au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « restitué tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement des droits payés afférents à la demande de révision » et son remplacement par « restitué tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement de toute pénalité administrative payée en application de l’article 310.011 ainsi que des droits payés afférents à la demande de révision »;*

(n) *au paragraphe (25) de la version anglaise, par la suppression de « his or her last known address » et son remplacement par « the applicant’s last known address ».*

12 *La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 310.01 :*

Pénalités administratives – retrait et suspension en application de l’article 310.01

310.011(1) La personne dont le permis est retiré et les droits de conducteur suspendus en application de l’alinéa 310.01(4)a), b) ou c), selon le cas, est tenue de payer une pénalité administrative dont le montant est fixé par règlement.

310.011(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer le montant de la pénalité administrative prévue au paragraphe (1), lequel peut varier selon l’alinéa en application duquel le retrait et la suspension sont infligés, soit l’alinéa 310.01(4)a), b) ou c).

13 *L’article 310.03 de la Loi est modifié, au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « de l’article 310.02 ou 310.04 » et son remplacement par « de l’article 310.02, 310.04 ou 310.06 ».*

14 *Section 310.031 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out “section 310.021 or 310.04” and substituting “section 310.021, 310.04 or 310.06”.*

15 *Section 310.04 of the Act is amended*

(a) in subsection (2)

(i) by striking out the portion preceding paragraph a) of the French version and substituting the following:

310.04(2) Un agent de la paix prend les mesures prévues au paragraphe (3) si, relativement à la conduite ou à la garde ou au contrôle d’un véhicule à moteur, il a des motifs de croire :

(ii) in paragraph (a) of the English version by striking out “his or her blood” and substituting “the person’s blood”;

(iii) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) has reason to believe that the person, while having alcohol in the person’s body, failed or refused to comply with a demand to supply a sample of breath or blood under section 320.27 or 320.28 of the *Criminal Code* (Canada).

(b) in subsection (2.1)

(i) by striking out the portion preceding paragraph a) of the French version and substituting the following:

310.04(2.1) Un agent de la paix prend les mesures prévues au paragraphe (3) si, relativement à la conduite ou à la garde ou au contrôle d’un véhicule à moteur :

(ii) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) the peace officer has reason to believe that the person, while having a drug in the person’s body, failed or refused to comply with a demand to supply a sample of a bodily substance under section 320.27 or 320.28 of the *Criminal Code* (Canada) or to submit to an evaluation under section 320.28 of the *Criminal Code* (Canada).

14 *L’article 310.031 de la Loi est modifié, au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « de l’article 310.021 ou 310.04 » et son remplacement par « de l’article 310.021, 310.04 ou 310.06 ».*

15 *L’article 310.04 de la Loi est modifié*

a) au paragraphe (2),

(i) par la suppression du passage qui précède l’alinéa a) de la version française et son remplacement par ce qui suit :

310.04(2) Un agent de la paix prend les mesures prévues au paragraphe (3) si, relativement à la conduite ou à la garde ou au contrôle d’un véhicule à moteur, il a des motifs de croire :

(ii) à l’alinéa (a) de la version anglaise, par la suppression de « his or her blood » et son remplacement par « the person’s blood »;

(iii) par l’abrogation de l’alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

(b) soit que la personne, pendant que de l’alcool était présente dans son organisme, a omis ou refusé d’obtempérer à un ordre qui lui a été donné, en vertu de l’article 320.27 ou 320.28 du *Code criminel* (Canada), de fournir un échantillon de son sang ou de son haleine.

b) au paragraphe (2.1),

(i) par la suppression du passage qui précède l’alinéa a) de la version française et son remplacement par ce qui suit :

310.04(2.1) Un agent de la paix prend les mesures prévues au paragraphe (3) si, relativement à la conduite ou à la garde ou au contrôle d’un véhicule à moteur :

(ii) par l’abrogation de l’alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

(b) soit il a des motifs de croire qu’elle a, pendant qu’une drogue était présente dans son organisme, omis ou refusé d’obtempérer à un ordre de fournir un échantillon de substance corporelle, donné en vertu de l’article 320.27 ou 320.28 du *Code criminel* (Canada), ou de se soumettre à l’évaluation prévue à l’article 320.28 de celui-ci.

(c) in paragraph (3)(a) of the English version by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;

(d) in paragraph (6)(e) of the English version by striking out “his or her driving privilege” and substituting “the person’s driving privilege”;

(e) in subsection (7.1)

(i) by repealing paragraph (a) and substituting the following:

(a) for 30 days from the date it was detained if

(i) the person has not been subject to an order of suspension under section 310.06 in the ten years preceding the date of the suspension, and

(ii) the person has had no convictions under subsection 320.14(1), 320.14(4) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada) in the ten years preceding the date of the suspension, or

(ii) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) for 60 days from the date it was detained if

(i) the person has been subject at least once to an order of suspension under section 310.06 in the ten years preceding the date of the suspension, or

(ii) the person has had at least one conviction under subsection 320.14(1), 320.14(4) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada) in the ten years preceding the date of the suspension.

(f) in subsection (9) of the French version by striking out “la date de la suspension” and substituting “la date de prise d’effet de la suspension”;

(g) in subsection (10) of the French version by striking out “la date de la suspension” and substituting “la date de prise d’effet de la suspension”;

c) à l’alinéa (3)(a) de la version anglaise, par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;

d) à l’alinéa (6)(e) de la version anglaise, par la suppression de « his or her driving privilege » et son remplacement par « the person’s driving privilege »;

e) au paragraphe (7.1),

(i) par l’abrogation de l’alinéa a) et son remplacement par ce qui suit :

a) pour une période de trente jours à partir de la date de la détention si, au cours des dix années précédant la date de la suspension :

(i) d’une part, la personne n’a pas fait l’objet d’un ordre de suspension visé à l’article 310.06,

(ii) d’autre part, elle n’a pas été déclarée coupable d’une infraction au paragraphe 320.14(1) ni 320.14(4) ni 320.15(1) du *Code criminel* (Canada);

(ii) par l’abrogation de l’alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

b) pour une période de soixante jours à partir de la date de la détention si, au cours des dix années précédant la date de la suspension :

(i) ou bien la personne a fait l’objet d’au moins un ordre de suspension visé à l’article 310.06,

(ii) ou bien elle a été déclarée coupable au moins une fois d’une infraction au paragraphe 320.14(1), 320.14(4) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada).

f) au paragraphe (9) de la version française, par la suppression de « la date de la suspension » et son remplacement par « la date de prise d’effet de la suspension »;

g) au paragraphe (10) de la version française, par la suppression de « la date de la suspension » et son remplacement par « la date de prise d’effet de la suspension »;

(h) *by adding after subsection (10) the following:*

310.04(11) This section does not apply if a peace officer takes action under subsection 310.06(4).

16 *The Act is amended by adding after section 310.05 the following:*

Immediate roadside suspension

310.06(1) The following definitions apply in this section.

“motor vehicle” includes a farm tractor. (*véhicule à moteur*)

“Fail” means an indication on an approved screening device that the concentration of alcohol in a person’s blood whose breath is analyzed is equal to or exceeds 80 mg of alcohol in 100 ml of blood. (*Échec*) or (*Fail*)

310.06(2) Subject to subsection (5), a peace officer may, in relation to a person’s operation, or care or control, of a motor vehicle, take action under subsection (4) if

(a) after making a demand under section 320.27 of the *Criminal Code* (Canada) to the person, the person provides a sample of the person’s breath which, on analysis by an approved screening device, registers “Fail”, or

(b) the peace officer has reason to believe that the person, while having alcohol, drugs, or a combination of alcohol and drugs, in the person’s body, failed or refused, without reasonable excuse, to comply with a demand under section 320.27 or 320.28 of the *Criminal Code* (Canada).

310.06(3) It shall be presumed, in the absence of evidence to the contrary, that an approved screening device used for the purposes of subsection (2) has been calibrated to register “Fail” when the concentration of alcohol in the person’s blood whose breath is analyzed is equal to or exceeds 80 mg of alcohol in 100 ml of blood.

310.06(4) On any ground described in subsection (2) and subject to subsection (5), the peace officer, on behalf of the Registrar, may

h) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (10) :

310.04(11) Le présent article ne s’applique pas si un agent de la paix prend les mesures prévues au paragraphe 310.06(4).

16 *La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 310.05 :*

Suspension immédiate sur le bord de la route

310.06(1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« Échec » ou « Fail » Désignation qu’un appareil de détection approuvé affiche lorsque le taux d’alcoolémie d’une personne dont l’haleine fait l’objet d’une analyse est d’au moins 80 mg d’alcool par 100 ml de sang. (*Fail*)

« véhicule à moteur » Est assimilé au véhicule à moteur le tracteur agricole (*motor vehicle*)

310.06(2) Sous réserve du paragraphe (5), un agent de la paix peut prendre les mesures prévues au paragraphe (4) à l’égard d’une personne qui conduisait un véhicule à moteur ou en avait la garde ou le contrôle si, selon le cas :

a) après lui avoir donné un ordre en vertu de l’article 320.27 du *Code criminel* (Canada), celle-ci fournit un échantillon d’haleine puis l’appareil de détection approuvé utilisé pour analyser l’échantillon indique le mot « Échec » ou « Fail »;

b) il a des motifs de croire que, pendant que de l’alcool ou une drogue ou une combinaison d’alcool et de drogue était présente dans son organisme, elle a, sans excuse raisonnable, omis ou refusé d’obtempérer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l’article 320.27 ou 320.28 du *Code criminel* (Canada).

310.06(3) En l’absence de preuve contraire, il est présumé que l’appareil de détection approuvé utilisé aux fins d’application du paragraphe (2) a été étalonné de manière à indiquer le mot « Échec » ou « Fail » lorsque le taux d’alcoolémie d’une personne dont l’haleine fait l’objet d’une analyse est d’au moins 80 mg d’alcool par 100 ml de sang.

310.06(4) Pour l’un quelconque des motifs prévus au paragraphe (2) et sous réserve du paragraphe (5), l’agent de la paix, pour le compte du registraire, peut :

(a) if the person holds a valid licence issued under this Act, immediately take possession of the licence, revoke the person's licence and suspend the person's driving privilege by serving on the person an order of suspension,

(b) if the person holds a valid out-of-province driver's licence, immediately suspend the person's driving privilege by serving on the person an order of suspension, and

(c) if the person does not hold a valid licence or out-of-province driver's licence, immediately suspend the person's driving privilege by serving on the person an order of suspension.

310.06(5) The peace officer shall not take action under subsection (4) if, in the opinion of the peace officer,

(a) the person's operation, or care or control, of a motor vehicle has resulted in serious bodily harm to or the death of another person, or

(b) the motor vehicle being operated by, or under the care or control of, the person had as a passenger a person under 16 years of age.

310.06(6) When an analysis of the breath of a person is made under subsection (2) by an approved screening device and the approved screening registers "Fail",

(a) the person has the right to request and be provided with a second analysis as soon as the circumstances permit, and

(b) the peace officer shall advise the person of the person's right to a second analysis before revoking the person's licence or suspending the person's driving privilege.

310.06(7) If a second analysis is requested under paragraph (6)(a), the analysis shall be performed by a different approved screening device than was used in the first analysis.

310.06(8) If a driver provides a sample of breath for a second analysis, the lower of the first and second analysis results shall govern for the purposes of this section.

a) si la personne est titulaire d'un permis valide délivré sous le régime de la présente loi, immédiatement confisquer son permis, le retirer et suspendre ses droits de conducteur en lui signifiant un ordre de suspension;

b) si elle est titulaire d'un permis de conduire valide délivré hors de la province, immédiatement suspendre ses droits de conducteur en lui signifiant un ordre de suspension;

c) si elle n'est pas titulaire d'un permis valide ni d'un permis de conduire valide délivré hors de la province, immédiatement suspendre ses droits de conducteur en lui signifiant un ordre de suspension.

310.06(5) L'agent de la paix ne peut prendre les mesures prévues au paragraphe (4) si, selon lui :

a) ou bien la conduite ou la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur par la personne a causé à une autre personne des lésions corporelles graves ou la mort de cette dernière;

b) ou bien la personne conduisant un véhicule à moteur ou en ayant la garde ou le contrôle avait comme passager une personne âgée de moins de 16 ans.

310.06(6) S'il est procédé, au titre du paragraphe (2), à l'analyse d'un échantillon d'haleine de la personne au moyen d'un appareil de détection approuvé et que ce dernier indique le mot « Échec » ou « Fail » :

a) la personne a le droit de demander une deuxième analyse et de l'obtenir dès que les circonstances le permettent;

b) l'agent de la paix l'avise de ce droit avant de lui retirer son permis ou de suspendre ses droits de conducteur.

310.06(7) La deuxième analyse qui est demandée en vertu de l'alinéa (6)a est effectuée au moyen d'un autre appareil de détection approuvé que celui qui a servi pour la première analyse.

310.06(8) Si le conducteur fournit un échantillon de son haleine pour une deuxième analyse, le résultat le moins élevé des deux analyses est retenu aux fins d'application du présent article.

310.06(9) A peace officer who serves an order under subsection (4) shall without delay forward to the Registrar

- (a) the person's licence, if one has been surrendered,
- (b) a copy of the completed order sworn or solemnly affirmed by the peace officer,
- (c) a report sworn or solemnly affirmed by the peace officer, and
- (e) in the case of a revocation of a person's licence and the suspension of the person's driving privilege resulting from the analysis of a sample of breath, information relating to the calibration of the approved screening device on the basis of which the order of suspension was served.

310.06(10) The order of suspension and report of the peace officer referred to in this section shall be in the form, contain the information and be completed in the manner required by the Registrar.

310.06(11) For the purposes of subsection (12), a suspension includes a revocation.

310.06(12) For the purposes of subsections (13), (14), (15) and (20) and paragraph 310.07(6)(f), a suspension is

- (a) a first suspension if, in the ten-year period preceding the date of the suspension, the person concerned
 - (i) has not been the subject of a suspension under this section, and
 - (ii) has not been convicted of an offence under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada);
- (b) a second suspension if, in the ten-year period preceding the date of the suspension, the person concerned
 - (i) has been subject to one suspension under this section, or
 - (ii) has been convicted of one offence under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada);

310.06(9) L'agent de la paix qui signifie l'ordre prévu au paragraphe (4) transmet sans délai au registraire les documents ou les renseignements suivants :

- a) le permis de la personne, s'il a été remis;
- b) une copie de l'ordre rempli et fait sous serment ou sous affirmation solennelle par l'agent de la paix;
- c) un rapport fait sous serment ou sous affirmation solennelle par l'agent de la paix;
- e) s'agissant du retrait du permis et de la suspension des droits de conducteur résultant de l'analyse d'un échantillon d'haleine, des renseignements concernant le réglage de l'appareil de détection approuvé sur la foi duquel l'agent de la paix a signifié l'ordre de suspension.

310.06(10) Le registraire détermine la forme et la teneur de l'ordre de suspension et du rapport de l'agent de la paix visés au présent article ainsi que la façon de les remplir.

310.06(11) Pour l'application du paragraphe (12), le retrait est assimilé à la suspension.

310.06(12) Aux fins d'application des paragraphes (13), (14), (15) et (20) et de l'alinéa 310.07(6)f), une suspension constitue, selon le cas :

- a) une première suspension lorsque, au cours de la période de dix ans précédant la date de la suspension, la personne visée :
 - (i) d'une part, n'a pas fait l'objet d'une suspension prévue au présent article,
 - (ii) d'autre part, n'a pas été déclarée coupable d'une infraction au paragraphe 320.14(1) ni 320.15(1) du *Code criminel* (Canada);
- b) une deuxième suspension lorsque, au cours de la période de dix ans précédant la date de la suspension, la personne visée :
 - (i) ou bien a fait l'objet d'une suspension prévue au présent article,
 - (ii) ou bien a été déclarée coupable d'une infraction au paragraphe 320.14(1) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada);

(c) a third or subsequent suspension if, in the ten-year period preceding the date of the suspension, the person concerned

(i) has been subject to at least two suspensions under this section,

(ii) has been convicted of at least two offences under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada), or

(iii) has been subject to at least one suspension under this section and has been convicted of least one offence under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada).

310.06(13) Except as otherwise decided by the Registrar under section 310.07, in the case of a first suspension,

(a) the peace officer shall detain the motor vehicle and the motor vehicle shall be impounded for 30 days from the date it was detained,

(b) if the person holds a valid licence, the person's licence is revoked and the person's driving privilege is suspended for 15 months from the effective date of the suspension,

(c) if the person does not hold a valid licence or holds a valid out-of-province driver's licence, the person's driving privilege is suspended for 15 months from the effective date of the suspension, and

(d) the person shall pay an administrative penalty in the amount prescribed by regulation.

310.06(14) Except as otherwise decided by the Registrar under section 310.07, in the case of a second suspension,

(a) the peace officer shall detain the motor vehicle and the motor vehicle shall be impounded for 60 days from the date it was detained,

(b) if the person holds a valid licence, the person's licence is revoked and the person's driving privilege is suspended for 39 months from the effective date of the suspension,

c) une troisième suspension ou une suspension ultérieure lorsque, au cours de la période de dix ans précédant la date de la suspension, la personne visée :

(i) ou bien a fait l'objet d'au moins deux suspensions prévues au présent article,

(ii) ou bien a été déclarée coupable d'au moins deux infractions au paragraphe 320.14(1) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada),

(iii) ou bien a fait l'objet d'au moins une suspension prévue au présent article et a aussi été déclarée coupable d'au moins une infraction au paragraphe 320.14(1) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada).

310.06(13) Sauf décision contraire du registraire prise en application de l'article 310.07, s'agissant d'une première suspension :

a) l'agent de la paix détient le véhicule à moteur et le fait mettre en fourrière pour une période de trente jours à compter de la date de la détention;

b) si la personne est titulaire d'un permis valide, celui-ci est retiré et ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de quinze mois à compter de la date de prise d'effet de la suspension;

c) si elle n'est pas titulaire d'un permis valide ou si elle est titulaire d'un permis de conduire valide délivré hors de la province, ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de quinze mois à compter de la date de la prise d'effet de la suspension;

d) elle est tenue de payer une pénalité administrative dont le montant est fixé par règlement.

310.06(14) Sauf décision contraire du registraire prise en application de l'article 310.07, s'agissant d'une deuxième suspension :

a) l'agent de la paix détient le véhicule à moteur et le fait mettre en fourrière pour une période de soixante jours à compter de la date de la détention;

b) si la personne est titulaire d'un permis valide, celui-ci est retiré et ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de trente-neuf mois à compter de la date de prise d'effet de la suspension;

(c) if the person does not hold a valid licence or holds a valid out-of-province driver's licence, the person's driving privilege is suspended for 39 months from the effective date of the suspension, and

(d) the person shall pay an administrative penalty in the amount prescribed by regulation.

310.06(15) Except as otherwise decided by the Registrar under section 310.07, in the case of a third or subsequent suspension,

(a) the peace officer shall detain the motor vehicle and the motor vehicle shall be impounded for 60 days from the date it was detained,

(b) if the person holds a valid licence, the person's licence is revoked and the person's driving privilege is suspended for 63 months from the effective date of the suspension,

(c) if the person does not hold a valid licence or holds a valid out-of-province driver's licence, the person's driving privilege is suspended for 63 months from the effective date of the suspension, and

(d) the person shall pay an administrative penalty in the amount prescribed by regulation.

310.06(16) On receiving a copy of an order of suspension, the Registrar shall send a notice to the person who is subject to the order of suspension confirming the contents of the order and setting out the requirements the person must fulfil to have their driving privilege reinstated.

310.06(17) Section 310.2 applies to the detention and impoundment of a motor vehicle under paragraph (13)(a), (14)(a) or (15)(a).

310.06(18) If a person who holds a licence does not surrender it, the person's licence is nevertheless revoked.

310.06(19) The penalties under this section are in addition to and not in substitution for any penalties and proceedings arising from the same circumstances.

310.06(20) The Lieutenant-Governor in Council may make regulations prescribing the amount of an administrative penalty under this section, which amount may

c) si elle n'est pas titulaire d'un permis valide ou si elle est titulaire d'un permis de conduire valide délivré hors de la province, ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de trente-neuf mois à compter de la date de prise d'effet de la suspension;

d) elle est tenue de payer une pénalité administrative dont le montant est fixé par règlement.

310.06(15) Sauf décision contraire du registraire prise en application de l'article 310.07, s'agissant d'une troisième suspension ou d'une suspension ultérieure :

a) l'agent de la paix détient le véhicule à moteur et le fait mettre en fourrière pour une période de soixante jours à compter de la date de la détention;

b) si la personne est titulaire d'un permis valide, celui-ci est retiré et ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de soixante-trois mois à compter de la date de prise d'effet de la suspension;

c) si elle n'est pas titulaire d'un permis valide ou si elle est titulaire d'un permis de conduire valide délivré hors de la province, ses droits de conducteur sont suspendus pendant une période de soixante-trois mois à compter de la date de prise d'effet de la suspension;

d) elle est tenue de payer une pénalité administrative dont le montant est fixé par règlement.

310.06(16) Dès réception d'une copie de l'ordre de suspension, le registraire envoie à la personne qui y est visée un avis confirmant sa teneur et indiquant les exigences qu'elle doit satisfaire afin de faire rétablir ses droits de conducteur.

310.06(17) L'article 310.2 s'applique à la détention et à la mise en fourrière d'un véhicule à moteur auxquelles il est procédé en application de l'alinéa (13)a), (14)a) ou (15)a).

310.06(18) Le permis d'une personne est retiré même si elle omet de le remettre.

310.06(19) Les peines prévues au présent article ne remplacent pas les peines et les poursuites nées des mêmes circonstances mais s'y ajoutent.

310.06(20) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer le montant des pénalités administratives prévues au présent article, lequel montant peut va-

vary depending on whether it is a first, second, third or subsequent suspension.

Review – immediate roadside suspension

310.07(1) Within 15 days after the service of an order of suspension referred to in section 310.06, a person may apply for review of the order of suspension by

- (a) filing an application for review with the Registrar,
- (b) paying the prescribed fee and, if an oral hearing is requested, the prescribed oral hearing fee,
- (c) obtaining a date and time for a hearing, and
- (d) surrendering the person’s licence if it has not been previously surrendered, unless the person certifies to the Registrar that the licence has been lost or destroyed.

310.07(2) The application for review shall be in the form, contain the information and be completed in the manner required by the Registrar.

310.07(3) The application for review may be accompanied by sworn or solemnly affirmed statements or other evidence that the person wishes the Registrar to consider.

310.07(4) An application does not stay any revocation of a licence or suspension of driving privilege under section 310.06.

310.07(5) The Registrar is not required to hold an oral hearing unless the applicant requests an oral hearing at the time of filing the application and pays the prescribed fee.

310.07(6) In a review under this section, the Registrar shall consider

- (a) any relevant sworn or solemnly affirmed statements and any other relevant information,
- (b) the report of the peace officer,

rier selon qu’il s’agit d’une première, d’une deuxième ou d’une troisième suspension ou d’une suspension ultérieure.

Révision – suspension immédiate sur le bord de la route

310.07(1) Une personne peut, dans les quinze jours qui suivent la signification de l’ordre de suspension visé à l’article 310.06, demander qu’il soit révisé en prenant l’ensemble des mesures suivantes :

- a) déposer une demande de révision auprès du registraire;
- b) payer le droit prescrit et, si la tenue d’une audience est demandée, le droit prescrit afférent à celle-ci;
- c) obtenir les date et heure pour la tenue d’une audience;
- d) remettre son permis, si celui-ci n’a pas été remis antérieurement, à moins qu’elle ne certifie au registraire qu’il a été perdu ou détruit.

310.07(2) Le registraire détermine la forme et la teneur de la demande de révision ainsi que la façon dont elle est remplie.

310.07(3) La personne peut joindre à sa demande de révision toute preuve qu’elle voudrait que le registraire prenne en considération, notamment des déclarations faites sous serment ou sous une affirmation solennelle.

310.07(4) La demande n’a pas pour effet de différer le retrait d’un permis ni la suspension des droits de conducteur en vertu de l’article 310.06.

310.07(5) Il n’est pas nécessaire que le registraire tienne une audience, à moins que le demandeur en fasse la demande au moment du dépôt de sa demande et qu’il paie les droits prescrits.

310.07(6) Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le registraire prend en considération :

- a) les déclarations pertinentes faites sous serment ou sous une affirmation solennelle ainsi que tous les autres renseignements pertinents;
- b) le rapport de l’agent de la paix;

(d) if an oral hearing is held, in addition to the matters referred to in paragraphs (a) and (b), any relevant evidence and information given or representations made at the hearing,

(e) the contents of a copy of the order of suspension,

(f) in the case of a second, third or subsequent suspension, the record in respect of the applicant as provided in subsection 297(1.1), and

(g) any other relevant documents and information, including reports that have not been sworn or solemnly affirmed, forwarded to the Registrar by a peace officer, including the officer who served the order of suspension.

310.07(7) In the case of an order of suspension based on the ground set out in paragraph 310.06(2)(a), the Registrar shall sustain the order of suspension if, after considering the application for review, the Registrar is satisfied that the applicant was the driver and that

(a) the approved screening device used to analyze the applicant's breath registered "Fail";

(b) the results of the analysis are reliable, and

(c) in the case of an applicant who requested a second analysis, the second analysis was provided by the peace officer and was performed with a different approved screening device than was used in the first analysis and the order of suspension was served on the applicant on the basis of the lower analysis result.

310.07(8) In the case of an order of suspension based on the ground set out in paragraph 310.06(2)(b), the Registrar shall sustain the order of suspension if, after considering the application for review, the Registrar is satisfied that the applicant was the driver and that the applicant failed or refused to comply with a demand under section 320.27 or 320.28 of the *Criminal Code* (Canada).

310.07(11) In the case of an order of suspension based on the ground set out in paragraph 310.06(2)(a), the Registrar shall revoke the order of suspension, return any licence surrendered and direct that any administrative penalty paid under section 310.06 and the fees paid for the application for review be refunded if, after considering the application for review, the Registrar is not

d) dans le cas où une audience est tenue, en plus des éléments visés aux alinéas a) et b), les témoignages pertinents, les renseignements donnés et les observations faites lors de celle-ci;

e) la teneur de la copie de l'ordre de suspension;

f) s'agissant d'une deuxième ou d'une troisième suspension ou d'une suspension ultérieure, le dossier du demandeur tel que le prévoit le paragraphe 297(1.1);

g) tous les autres documents et renseignements pertinents que lui a transmis un agent de la paix, notamment celui qui a signifié l'ordre de suspension, même s'il s'agit de rapports qui n'ont pas été établis sous serment ou sous affirmation solennelle.

310.07(7) S'agissant d'un ordre de suspension fondé sur le motif prévu à l'alinéa 310.06(2)a), le registraire le confirme si, après avoir examiné la demande de révision, il est convaincu que le demandeur était le conducteur et qu'à la fois :

a) l'appareil de détection approuvé qui a été utilisé pour analyser l'haleine du demandeur a indiqué le mot « Échec » ou « Fail »;

b) le résultat de l'analyse est fiable;

c) si le demandeur a demandé une deuxième analyse, celle-ci a été effectuée par l'agent de la paix au moyen d'un autre appareil de détection approuvé que celui qui a servi pour la première analyse et l'ordre de suspension lui a été signifié sur la foi du moins élevé des deux résultats d'analyse.

310.07(8) S'agissant d'un ordre de suspension fondé sur le motif prévu à l'alinéa 310.06(2)b), le registraire le confirme si, après avoir examiné la demande de révision, il est convaincu que le demandeur était le conducteur et que ce dernier a omis ou refusé d'obtempérer à l'ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 320.27 ou 320.28 du *Code criminel* (Canada).

310.07(11) S'agissant d'un ordre de suspension fondé sur le motif prévu à l'alinéa 310.06(2)a), le registraire le révoque, restitue tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement de toute pénalité administrative payée en application de l'article 310.06 ainsi que des droits payés afférents à la demande de révision si, après avoir examiné celle-ci, il n'est pas convaincu que le de-

satisfied that the applicant was the driver or is satisfied that

- (a) the approved screening device used to analyze the applicant's breath did not register "Fail";
- (b) the results of the analysis are not reliable, or
- (c) in the case of an applicant who requested a second analysis, the second analysis was not provided by the peace officer or was not performed with a different approved screening device than was used in the first analysis or the order of suspension was not served on the applicant on the basis of the lower analysis result.

310.07(12) In the case of an order of suspension based on the ground set out in paragraph 310.06(2)(b), the Registrar shall revoke the order of suspension, return any licence surrendered and direct that any administrative penalty paid under section 310.06 and the fees paid for the application for review be refunded if, after considering the application for review, the Registrar is not satisfied that the applicant was the driver or is satisfied that the applicant did not fail or refuse to comply with a demand under section 320.27 or 320.28 of the *Criminal Code* (Canada).

310.07(15) The Registrar shall

- (a) if no oral hearing is requested, consider the application within ten days after compliance with paragraphs (1)(a), (b) and (d), and
- (b) if an oral hearing is requested, hold the hearing within 20 days after compliance with subsection (1).

310.07(16) Despite subsection (15), the failure of the Registrar to consider the application or hold the hearing within the required time does not affect the jurisdiction of the Registrar to consider or hear the application or to make a decision with respect to it.

310.07(17) If the applicant who requests an oral hearing fails to appear without prior notice to the Registrar, the right to a hearing shall be deemed to have been waived by the applicant.

310.07(18) The decision of the Registrar shall be in writing and a copy of it shall be sent within seven days after the date on which the application was considered or the hearing held by the Registrar by registered or certi-

mandeur était le conducteur ou il est convaincu de l'un des faits suivants :

- a) l'appareil de détection approuvé qui a été utilisé pour analyser l'haleine du demandeur n'a pas indiqué le mot « Échec » ni « Fail »;
- b) le résultat de l'analyse n'est pas fiable;
- c) si le demandeur a demandé une deuxième analyse, celle-ci n'a pas été effectuée par l'agent de la paix ou au moyen d'un autre appareil de détection approuvé que celui qui a servi pour la première analyse ou l'ordre de suspension ne lui a pas été signifié sur la foi du moins élevé des deux résultats d'analyse.

310.07(12) S'agissant d'un ordre de suspension fondé sur le motif prévu à l'alinéa 310.06(2)b), le registraire le révoque, restitue tout permis qui lui a été remis et ordonne le remboursement de toute pénalité administrative payée en application de l'article 310.06 ainsi que des droits payés afférents à la demande de révision si, après avoir examiné celle-ci, il n'est pas convaincu que le demandeur était le conducteur ou il est convaincu que ce dernier n'a pas omis ni refusé d'obtempérer à l'ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 320.27 ou 320.28 du *Code criminel* (Canada).

310.07(15) Le registraire :

- a) ou bien examine la demande dans les dix jours suivant l'observation des alinéas (1)a), b) et d), dans le cas où la tenue d'une audience n'est pas demandée;
- b) ou bien tient cette audience dans les vingt jours suivant l'observation du paragraphe (1).

310.07(16) Par dérogation au paragraphe (15), l'omission du registraire d'examiner la demande ou de tenir l'audience dans le délai imparti n'a pas pour effet de lui faire perdre la compétence nécessaire pour examiner ou instruire la demande ni pour statuer à cet égard.

310.07(17) Est réputé avoir renoncé à son droit à une audience le demandeur qui, ayant demandé la tenue d'une audience, omet de comparaître sans préavis au registraire.

310.07(18) La décision du registraire est écrite, et une copie de celle-ci est envoyée au demandeur dans les sept jours suivant la date de l'examen de la demande ou de la tenue de l'audience par le registraire, par courrier

fied mail to the applicant at the applicant's last known address as shown on the applicant's licence and to the address shown in the application, if that address is different from the address of record.

310.07(19) The Lieutenant-Governor in Council may make regulations prescribing the fee to be paid for a review and the fee to be paid for an oral hearing.

Surcharge – Victims Services Act

310.08 Despite any provision of another Act of the Legislature, the Registrar may waive the surcharge provided for in paragraph 15(1)(d) of the *Victims Services Act* if the Registrar is of the opinion that the surcharge would cause undue hardship to the person on whom an administrative penalty has been imposed.

17 *Subsection 310.1(1) of the Act is amended by striking out “section 310.04” and substituting “section 310.04 or 310.06”.*

18 *Section 310.13 of the Act is amended*

(a) by repealing subsection (1) and substituting the following:

310.13(1) Unless the court orders otherwise and subject to subsections (1.1) and (2), the Registrar shall register a person in the program if

(a) the person is convicted of an offence under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada) and the licence of the person is revoked and the driving privilege of the person is suspended under paragraph 300(1)(a), subsection 302(2.1) or (2.2) or 302.1(1), or

(b) the person is subject to an order of suspension under section 310.06 and the licence of the person is revoked and the driving privilege of the person is suspended under subsection 310.06(13), (14) or (15).

(b) by repealing subsection (1.1) and substituting the following:

310.13(1.1) The Registrar shall not register a person in the program who is convicted of an offence under subsection 320.14(1) or 320.15(1) of the *Criminal Code* (Canada) related to drugs not in combination with alcohol or whose licence is revoked and driving privilege is

recommandé ou certifié, à sa dernière adresse connue telle qu'elle est inscrite sur son permis et à l'adresse indiquée dans la demande, si elle est différente.

310.07(19) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les droits à payer pour une révision et pour la tenue d'une audience.

Montant supplémentaire – Loi sur les services aux victimes

310.08 Par dérogation à toute disposition d'une autre loi de la Législature, le registraire peut dispenser une personne du montant supplémentaire prévu à l'alinéa 15(1)d) de la *Loi sur les services aux victimes* s'il est d'avis que ce montant causerait un préjudice indu à la personne à qui une pénalité administrative a été infligée.

17 *Le paragraphe 310.1(1) de la Loi est modifié par la suppression de « l'article 310.04 » et son remplacement par « l'article 310.04 ou 310.06 ».*

18 *L'article 310.13 de la Loi est modifié*

a) par l'abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit :

310.13(1) Sauf ordonnance contraire du tribunal et sous réserve des paragraphes (1.1) et (2), le registraire inscrit une personne au programme dans les cas suivants :

a) elle est déclarée coupable d'une infraction au paragraphe 320.14(1) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada), et son permis est retiré ainsi que ses droits de conducteur suspendus en application de l'alinéa 300(1)a) ou du paragraphe 302(2.1) ou (2.2) ou 302.1(1);

b) elle fait l'objet d'un ordre de suspension visé à l'article 310.06, et son permis est retiré ainsi que ses droits de conducteur suspendus en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15).

b) par l'abrogation du paragraphe (1.1) et son remplacement par ce qui suit :

310.13(1.1) Le registraire n'inscrit pas au programme la personne qui est déclarée coupable d'une infraction au paragraphe 320.14(1) ou 320.15(1) du *Code criminel* (Canada) liée à une drogue qui n'est pas combinée avec de l'alcool ou dont le permis est retiré ainsi que les

suspended under paragraph 300(1)(a), subsection 302(2.1) or (2.2) or 302.1(1) if the revocation and suspension is related to drugs not in combination with alcohol.

(c) in subsection (2) by striking out “subsection 84(11), 84.11(8), 310.02(6) or 310.021(7)” and substituting “subsection 84(11) or (12.02), 84.11(8) or (11.1), 310.02(6), 310.021(7) or 310.06(13), (14) or (15)”;

(d) in subsection (4)

(i) in the portion preceding paragraph (a) of the English version by striking out “his or her” and substituting “the person’s”;

(ii) in paragraph (a)

(A) in the portion preceding subparagraph (i) by striking out “mandatory participant” and substituting “mandatory participant registered in the program under paragraph (1)(a)”;

(B) in subparagraph (iii) of the English version by striking out “and” and the end of the subparagraph;

(iii) by adding after paragraph (a) the following:

(a.1) if the person is a mandatory participant registered in the program under paragraph (1)(b),

(i) the expiry of the period of three months beginning on the effective date of the suspension of the person’s driving privilege under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be,

(ii) the person has successfully completed the impaired driver re-education course referred to in subsection 301(2),

(iii) the person has paid the administrative penalty under paragraph 310.06(13)(d), (14)(d) or (15)(d), as the case may be, and

(iv) the person satisfies the Registrar that an alcohol ignition interlock device has been installed in the motor vehicle that the person will operate during the person’s participation in the program, and

droits de conducteur suspendus en application de l’alinéa 300(1)a), du paragraphe 302(2.1) ou (2.2) ou 302.1(1) si le retrait et la suspension sont liés à une drogue qui n’est pas combinée avec de l’alcool.

c) au paragraphe (2), par la suppression de « du paragraphe 84(11), 84.11(8), 310.02(6) ou 310.021(7) » et son remplacement par « du paragraphe 84(11) ou (12.02), 84.11(8) ou (11.1), 310.02(6), 310.021(7) ou 310.06(13), (14) ou (15) »;

d) au paragraphe (4),

(i) au passage qui précède l’alinéa (a) de la version anglaise, par la suppression de « his or her » et son remplacement par « the person’s »;

(ii) à l’alinéa a),

(A) au passage qui précède le sous-alinéa (i), par la suppression de « participant obligé » et son remplacement par « participant obligé inscrit au programme en application de l’alinéa (1)a) »;

(B) au sous-alinéa (iii) de la version anglaise, par la suppression de « and » à la fin du sous-alinéa;

(iii) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa a) :

a.1) s’agissant du participant obligé inscrit au programme en application de l’alinéa (1)b) :

(i) la période de trois mois commençant à la date de prise d’effet de la suspension de ses droits de conducteur en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas, est expirée,

(ii) il a réussi le cours de rééducation pour conducteurs aux facultés affaiblies visé au paragraphe 301(2),

(iii) il a payé la pénalité administrative prévue à l’alinéa 310.06(13)d), (14)d) ou (15)d), selon le cas,

(iv) il convainc le registraire qu’un antidémarrateur avec éthylomètre a été installé dans le véhicule à moteur qu’il conduira durant sa participation au programme;

(e) in subsection (5) by striking out “paragraph 310.01(4)(c) or subsection 310.04(9), as the case may be” and substituting “paragraph 310.01(4)(c) or subsection 310.04(9) or 310.06(13), (14) or (15), as the case may be”;

(f) in subsection (5.1) by striking out “mandatory participant” and substituting “mandatory participant registered in the program under paragraph (1)(a)”;

(g) by adding after subsection (5.1) the following:

310.13(5.2) Subject to section 310.18.4, if a person is a mandatory participant registered in the program under paragraph (1)(b), the person’s participation in the program ends on the date the period of suspension imposed under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be, would have elapsed had the person not participated in the program.

(h) in paragraph (7)(a) of the English version by striking out “his or her” and substituting “the person’s”.

19 *Subsection 310.18(2) of the Act is amended by striking out “his or her driving privilege imposed under paragraph 300(1)(a) or subsection 302(2.1), (2.2) or 302.1(1)” and substituting “the person’s driving privilege imposed under paragraph 300(1)(a) or subsection 302(2.1) or (2.2), 302.1(1) or 310.06(13), (14) or (15), as the case may be.”*

20 *Section 310.18.4 of the Act is amended*

(a) in subsection (1)

(i) in paragraph (a) of the English version by striking out “his or her” and substituting “the participant’s”;

(ii) in paragraph (c) by striking out “subparagraph 310.13(4)(a)(ii) or (iii) or subsection 310.13(7)” and substituting “subparagraph 310.13(4)(a)(ii) or (iii) or (a.1)(ii), (iii) or (iv), as the case may be, or subsection 310.13(7)”;

(b) in subsection (3)

e) au paragraphe (5), par la suppression de « en vertu de l’alinéa 300(1)a), du paragraphe 302(2.1), (2.2) ou 302.1(1), de l’alinéa 310.01(4)c) ou du paragraphe 310.04(9), selon le cas » et son remplacement par « en application de l’alinéa 300(1)a), du paragraphe 302(2.1), (2.2.) ou 302.1(1), de l’alinéa 310.01(4)c) ou du paragraphe 310.04(9) ou 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas »;

f) au paragraphe (5.1), par la suppression de « la participation d’un participant obligé au programme » et son remplacement par « la participation au programme d’un participant obligé qui y est inscrit en application de l’alinéa (1)a) »;

g) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (5.1) :

310.13(5.2) Sous réserve de l’article 310.18.4, la participation au programme d’un participant obligé qui y est inscrit en application de l’alinéa (1)b) prend fin à la date à laquelle la période de suspension imposée en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas, aurait expiré s’il n’avait pas participé au programme.

h) à l’alinéa (7)(a) de la version anglaise, par la suppression de « his or her » et son remplacement par « the person’s ».

19 *Le paragraphe 310.18(2) de la Loi est modifié par la suppression de « de l’alinéa 300(1)a) ou du paragraphe 302(2.1), (2.2) ou 302.1(1) » et son remplacement par « de l’alinéa 300(1)a) ou du paragraphe 302(2.1) ou (2.2), 302.1(1) ou 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas, ».*

20 *Le paragraphe 310.18.4 de la Loi est modifié*

a) au paragraphe (1),

(i) à l’alinéa (a) de la version anglaise, par la suppression de “his or her” et son remplacement par « the participant’s »;

(ii) à l’alinéa c), par la suppression de « sous-alinéa 310.13(4)a)(ii) ou (iii) ou au paragraphe 310.13(7) » et son remplacement par « sous-alinéa 310.13(4)a)(ii) ou (iii) ou a.1)(ii), (iii) ou (iv), selon le cas, ou au paragraphe 310.13(7) »;

b) au paragraphe (3),

(i) *in the portion preceding paragraph (a) by striking out “With respect to a mandatory participant” and substituting “With respect to a mandatory participant registered in the program under paragraph 310.13(1)(a)”;*

(ii) *in subparagraph (a)(ii) of the English version*

(A) *in subclause (A)(II) by striking out “his or her” and substituting “the person’s”;*

(B) *in clause (B) by striking out “his or her” and substituting “the person’s”;*

(c) *by adding after subsection (3) the following:*

310.18.4(3.1) With respect to a mandatory participant registered in the program under paragraph 310.13(1)(b), on receiving the recommendations of the advisory committee established under subsection (4) and subject to subsection (6), the Registrar may

(a) with respect to an extension of the program under subsection (1),

(i) for the circumstances referred to in paragraphs (1)(a) and (b), extend the participation of the person in the program for a period no longer than the period originally imposed under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be;

(ii) for the circumstance referred to in paragraph (1)(c),

(A) take the following action until the person conforms with the requirements of subparagraph 310.13(4)(a.1)(i), (ii) or (iii) or paragraph 310.13(7)(b), as the case may be:

(I) suspend the person from participation in the program;

(II) order the authorized service provider to remove the alcohol ignition interlock device from the person’s vehicle;

(III) revoke the person’s probationary licence issued under paragraph 301(1)(a); or

(i) *au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « à l’égard d’un participant obligé » et son remplacement par « à l’égard d’un participant obligé qui est inscrit au programme en application de l’alinéa 310.13(1)a »;*

(ii) *au sous-alinéa (a)(ii) de la version anglaise,*

(A) *à la subdivision (A)(II), par la suppression de « his or her » et son remplacement par « the person’s »;*

(B) *à la division (B), par la suppression de « his or her » et son remplacement par « the person’s »;*

c) *par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :*

310.18.4(3.1) Après avoir reçu les recommandations du comité consultatif constitué en application du paragraphe (4), sous réserve du paragraphe (6), le registraire peut, à l’égard d’un participant obligé qui est inscrit au programme en application de l’alinéa 310.13(1)b) :

a) dans les circonstances prévues au paragraphe (1) :

(i) s’agissant de celles visées aux alinéas (1)a) et b), prolonger la participation de cette personne au programme pour une durée ne dépassant pas la période imposée à l’origine en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas,

(ii) s’agissant de celle visée à l’alinéa (1)c) :

(A) prendre les mesures qui suivent jusqu’à ce qu’il se conforme au sous-alinéa 310.13(4)a.1)(i), (ii) ou (iii) ou à l’alinéa 310.13(7)b), selon le cas :

(I) suspendre sa participation au programme,

(II) ordonner au prestataire de services autorisé d’enlever de son véhicule l’antidémarrateur avec éthylomètre,

(III) retirer le permis probatoire qui lui a été délivré en application de l’alinéa 301(1)a),

(IV) suspend the person's driving privilege;

(B) reinstate, once the person complies with subparagraph 310.13(4)(a.1)(i), (ii) or (iii) or paragraph 310.13(7)(b), as the case may be, the person in the program for a period equivalent to the remaining mandatory period, if the person's participation in the program was not suspended under clause (A);

(C) extend, once the period referred to in clause (B) has ended, the person's participation in the program for a period no longer the period originally imposed under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be;

(b) with respect to an extension of the program under subsection (2),

(i) end the suspension of the person's driving privilege; or

(ii) extend the suspension of the person's driving privilege for a period no longer than the period originally imposed under subsection 310.06(13), (14) or (15), as the case may be.

(d) in subsection (6) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "subsection (3)" and substituting "subsection (3) or (3.1)";

(e) in subsection (8) by striking out "his or her driving privilege, as the case may be, shall continue until the Registrar makes a decision under subsection (3)" and substituting "the mandatory participant's driving privilege, as the case may be, shall continue until the Registrar makes a decision under subsection (3) or (3.1)".

21 Section 310.2 of the Act is amended

(a) in subsection (1) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1) or 345(3)" and substituting "310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) or (15) or 345(3)";

(b) in subsection (3) of the English version by striking out "his or her" and substituting "their";

(IV) suspendre ses droits de conducteur,

(B) une fois qu'il se conforme au sous-alinéa 310.13(4)a.1(i), (ii) ou (iii) ou à l'alinéa 310.13(7)b), selon le cas, le réintégrer au programme pour une durée équivalente au reste de la période obligatoire si sa participation n'avait pas été suspendue en vertu de la division (A),

(C) une fois terminée la période visée à la division (B), prolonger sa participation pour une durée ne dépassant pas la période imposée à l'origine en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas;

b) dans les circonstances prévues au paragraphe (2) :

(i) ou bien mettre fin à la suspension de ses droits de conducteur,

(ii) ou bien la prolonger pour une durée ne dépassant pas la période imposée à l'origine en application du paragraphe 310.06(13), (14) ou (15), selon le cas.

d) au paragraphe (6), au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « paragraphe (3) » et son remplacement par « paragraphe (3) ou (3.1) »;

e) au paragraphe (8), par la suppression de « paragraphe (3) » et son remplacement par « paragraphe (3) ou (3.1) ».

21 L'article 310.2 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « en vertu du paragraphe 140(1.4), 310.01(11) ou (12), 310.02(11) ou (11.1), 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1) ou 345(3) » et son remplacement par « en application du paragraphe 140(1.4), 310.01(11) ou (12), 310.02(11) ou (11.1), 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) ou (15) ou 345(3) »;

b) au paragraphe (3) de la version anglaise, par la suppression de « his or her » et son remplacement par « their »;

(c) *in subsection (9) of the English version by striking out “him or her” and substituting “the person”;*

(d) *in subsection (12) of the English version by striking out “him or her” and substituting “the person”;*

(e) *in subsection (22) by striking out “310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1) or 345(3)” and substituting “310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) or (15) or 345(3)”;*

(f) *in subsection (23) by striking out “310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1) or 345(3)” and substituting “310.021(12) or (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) or (15) or 345(3)”.*

22 *Subsection 311(2) of the Act is amended by adding after paragraph (a) the following:*

(a.1) where the revocation and suspension was the first revocation and suspension of the applicant’s licence and driving privilege under section 310.06 in the three years preceding the date of the revocation and suspension, or the suspension was the first suspension of the applicant’s driving privilege under section 310.06 in the three years preceding the date of the suspension,

23 *Section 315 of the Act is repealed and the following is substituted:*

315(1) Subject to subsection (2), the Registrar shall reinstate the licence and driving privilege, or the driving privilege, of an applicant in accordance with the Registrar’s decision to do so under subsection 311(5) or as ordered by a judge of The Court of King’s Bench of New Brunswick under subsection 313(4).

315(2) If the reinstatement is effected with respect to a person who has been convicted of an offence for which ten points have been assessed in accordance with this Act or who is subject to an order of suspension under section 310.06, the Registrar shall, subject to subsection (3), issue to the person a licence that the person would have been entitled to under section 301 at the expiry of the person’s period of suspension.

315(3) The Registrar shall issue a licence to a person under subsection (2) only if all the conditions imposed under section 301 have been met.

c) *au paragraphe (9) de la version anglaise, par la suppression de « him or her » et son remplacement par « the person »;*

d) *au paragraphe (12) de la version anglaise, par la suppression de « him or her » et son remplacement par « the person »;*

e) *au paragraphe (22), par la suppression de « 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1) ou 345(3) » et son remplacement par « 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) ou (15) ou 345(3) »;*

f) *au paragraphe (23), par la suppression de « 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1) ou 345(3) » et son remplacement par « 310.021(12) ou (12.1), 310.04(7.1), 310.06(13), (14) ou (15) ou 345(3) ».*

22 *Le paragraphe 311(2) de la Loi est modifié par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa a) :*

a.1) lorsque le retrait et suspension était le premier retrait et suspension du permis et droit de conducteur du requérant imposé en vertu de l’article 310.06 dans les trois années précédant la date du retrait et suspension ou que la suspension était la première suspension du droit de conducteur du requérant imposée en vertu de cet article dans les trois années précédant la date de la suspension,

23 *L’article 315 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

315(1) Sous réserve du paragraphe (2), le registraire rétablit le permis et les droits de conducteur, ou les droits de conducteur, d’un requérant conformément à la décision qu’il a prise au titre du paragraphe 311(5) ou comme l’ordonne un juge de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick en vertu du paragraphe 313(4).

315(2) Si la personne dont le permis est rétabli a été déclarée coupable d’une infraction pour laquelle dix points lui ont été enlevés conformément à la présente loi ou a fait l’objet d’un ordre de suspension prévu à l’article 310.06, sous réserve du paragraphe (3), le registraire lui délivre le permis auquel elle aurait eu droit selon l’article 301 à l’expiration de sa période de suspension.

315(3) Le registraire ne délivre un permis en application du paragraphe (2) que s’il est satisfait à toutes les conditions prévues à l’article 301.

24 Section 345 of the Act is amended

(a) in subsection (1) of the English version by striking out “his” and substituting “the person’s”;

(b) in subsection (2) of the English version by striking out “his” and substituting “the person’s”;

(c) in subsection (3) by striking out “his or her driving privilege is suspended under section 310.01, 310.02, 310.021 or 310.04” and substituting “the person’s driving privilege is suspended under section 310.01, 310.02, 310.021, 310.04 or 310.06”.

**TRANSITIONAL PROVISION,
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS AND
COMMENCEMENT**

Transitional provision

25 A person who, on the commencement of this section, is a mandatory participant in the alcohol ignition interlock device program and who was registered under subsection 310.13(1) of the Motor Vehicle Act as it read immediately before the commencement of this section shall be deemed to be registered under paragraph 310.13(1)(a) of the Motor Vehicle Act, as enacted by paragraph 18(a) of this Act.

Victims Services Act

26 Section 15 of the Victims Services Act, chapter 113 of the Revised Statutes, 2016, is amended

(a) in subsection (1)

(i) in paragraph (b) of the English version by striking out “or” at the end of the paragraph;

(ii) in paragraph (c) by striking out the period at the end of the paragraph and substituting a comma followed by “or”;

(iii) by adding after paragraph (c) the following:

(d) who makes a payment of an administrative penalty under section 310.011 or 310.06 of the *Motor Vehicle Act*.

24 L’article 345 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1) de la version anglaise, par la suppression de « his » et son remplacement par « the person’s »;

b) au paragraphe (2) de la version anglaise, par la suppression de « his » et son remplacement par « the person’s »;

c) au paragraphe (3), par la suppression de « 310.021 ou 310.04 » et son remplacement par « 310.021 ou 310.04 ou en vertu de l’article 310.06 ».

**DISPOSITION TRANSITOIRE,
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES
ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

Disposition transitoire

25 La personne qui, à l’entrée en vigueur du présent article, participe au programme d’utilisation d’antidémarrage avec éthylomètre à titre de participant obligé et qui y était inscrite en vertu du paragraphe 310.13(1) de la Loi sur les véhicules à moteur, dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur du présent article, est réputée y être inscrite en application de l’alinéa 310.13(1)a) de la Loi sur les véhicules à moteur, tel que celui-ci est édicté par l’alinéa 18a) de la présente loi.

Loi sur les services aux victimes

26 L’article 15 de la Loi sur les services aux victimes, chapitre 113 des Lois révisées de 2016, est modifié

a) au paragraphe (1),

(i) à l’alinéa (b) de la version anglaise, par la suppression de « or » à la fin de l’alinéa;

(ii) à l’alinéa c), par la suppression du point à la fin de l’alinéa et son remplacement par un point-virgule;

(iii) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa c) :

d) elle effectue un paiement à titre de pénalité administrative en application de l’article 310.011 ou 310.06 de la *Loi sur les véhicules à moteur*.

(b) in subsection (5) by striking out “paragraph (1)(b) or (c)” and substituting “paragraph (1)(b), (c) or (d)”;

(c) in subsection (7) by striking out “paragraph (1)(b) or (c)” and substituting “paragraph (1)(b), (c) or (d)”.

b) au paragraphe (5), par la suppression de « l’alinéa (1)b ou c » et son remplacement par « l’alinéa (1)b, c) ou d) »;

c) au paragraphe (7), par la suppression de « l’alinéa (1)b ou c » et son remplacement par « l’alinéa (1)b, c) ou d) ».

Commencement

27 *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

Entrée en vigueur

27 *La présente loi ou l’une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

KING’S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DU ROI POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved/Tous droits réservés